

courrier Sud



Le journal du syndicat Sud Education 02

Dispensé de timbrage Centre de tri de Laon

Bulletin Trimestriel n° 47

N° CPPAP : 0513 S05308

Prix: 0.04 euros

(ça vaut pas plus)

Comité de rédaction

Sylvia Agati

Marie Ehanno

Eric Dosière

Directeur de Publication

Eric Ponticourt

Journal
imprimé
par nos
soins

Déposé le
12 décembre
2011

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Union
syndicale
Solidaires

Sud Education Aisne - 2 rue Sainte-Catherine - 02100 Saint-Quentin • 06 70 67 39 64 • contact@sudeduc02.org - www.sudeduc02.org

Courrier Sud est destiné à tous les personnels de votre établissement : merci de faire circuler

Au sommaire :

- * Manifestation du 15 décembre. **Page 1.**
- * Des élections professionnelles scandaleuses ! **Page 2.**
- * Formation des enseignants :
Coup de semonce du conseil d'état,
la mastérisation est ébranlée ! **Page 3.**
- * À l'école du tri social dès la maternelle ? **Page 4.**
- * **Pétition contre l'évaluation des profs.**
- en feuillet libre à signer et faire circuler -



Non à la notation, trois fois non aux entretiens d'évaluation ! Tous en grève le 15 décembre !

SUD éducation 02 s'oppose au projet de réforme de l'évaluation
des enseignant-e-s et appelle à construire la mobilisation :

Manifestation départementale à 11h00 à Laon

- départ de la cité administrative -



Le ministère préparait cette réforme depuis des années. Les projets de décret et d'arrêté réformant l'évaluation des enseignant-e-s sont désormais en circulation depuis le 14 novembre. Ils remplacent à compter de la rentrée 2012 les dispositifs actuels par une modalité unique: un entretien d'évaluation tous les trois ans par le supérieur hiérarchique direct (le chef d'établissement dans le 2nd degré, l'IEN dans le 1er degré). La fédération SUD éducation dénonce ce projet et appelle à construire dans l'unité la mobilisation pour le contrer.

Des élections professionnelles scandaleuses !

Les élections professionnelles qui se sont déroulées dans l'Éducation nationale du 13 au 20 octobre ont permis à la Fédération SUD éducation de confirmer sa représentativité. Cela malgré de nouvelles règles de représentativité qui la visaient directement, et malgré les nombreux obstacles que constituaient les modalités d'organisation de ce scrutin.

Un sabotage à tous les étages : c'est bien ce qui restera de ces élections au-delà des résultats.

En imposant le vote électronique, le ministère a fait chuter la participation pour fragiliser davantage le paritarisme. Il intervient ainsi directement dans les équilibres de représentation syndicale de la fonction publique. Moins de 39% de participation au Comité Technique Ministériel, alors que celle de 2008 dépassait souvent 65%. Ce sont des milliers d'électeurs privés de droit de vote.

**« Moins de
39% de
participation
au Comité
Technique
Ministériel »**

Tous les syndicats avaient fait connaître leurs réserves lorsque Luc Chatel imposa le choix de cette « méthode moderne ». Les simulations donnaient des participations dérisoires.

Malgré les critiques exprimées contre un vote électronique au faible niveau de confidentialité et de sécurité, le ministère passait un contrat de 4,5 millions d'euros avec la société de service informatique Atos (présidée par Thierry Breton, ancien ministre



de l'économie, ancien PDG de Thomson et de France Télécom). Dès le début du processus, les services administratifs du ministère - et donc des rectorats - se trouvaient dans l'impossibilité de renseigner correctement les organisations syndicales et le calendrier n'était respecté... Lourdeur de l'ensemble du protocole, nombreux bugs et dysfonctionnements, des collègues absents des listes électorales, difficultés pour l'administration de fournir les listes d'électeurs aux organisations syndicales en temps et en heure...

Résultat : de nombreux collègues ont été privés de leur droit de vote.

Le scrutin électronique, que le ministère a choisi seul, a découragé nombre d'électeurs et individualisé une pratique auparavant plus collective qui garantissait une forte participation.

**Preuve que le ministère ne se faisait lui-même aucune illusion :
le quorum de 50% en vigueur jusqu'à présent a été supprimé pour ces élections !**

Pour la première fois, les salariés précaires de l'Éducation nationale étaient présents dans ces scrutins. L'information de leur employeur a été tellement insuffisante que pas une académie n'a dépassé 16% de participation. Mis en place « au nom de la modernité » par un ministre de l'Éducation nationale espérant affaiblir la représentation des personnels, le caractère électronique de ce vote est un sabotage des élections professionnelles.

Pour toutes ces raisons SUD éducation a décidé de lancer une pétition nationale « Pour l'arrêt du vote électronique » pour que ce scrutin soit le dernier à être organisé par voie électronique. Nous voulons également recueillir des témoignages pour construire cette campagne.

Le vote électronique qui vient d'avoir lieu lors des élections professionnelles dans l'Éducation nationale a été désastreux. Il constitue pourtant un test avant son extension probable à toutes les élections professionnelles, voire aux élections politiques, et à ce titre, il doit être dès maintenant dénoncé.

Signez la pétition en ligne pour l'arrêt du vote électronique sur le site Fédéral de SUD éducation :
<http://www.sudeducation.org/Petition-pour-l-arret-du-vote.html>

Vous n'avez pas pu voter, écrivez votre témoignage à : jenaipaspuvoter@sudeducation.org



FORMATION DES ENSEIGNANTS :

**après le coup de semonce du Conseil d'État,
la mastérisation ébranlée**

Le Conseil d'État, dans un avis du 28 novembre, a rendu une décision qui remet en cause certaines dispositions centrales de la réforme de la formation (dite « masterisation »). Sud éducation s'en félicite et demande l'application immédiate de cet arrêt.

A la suite des recours conjoints intentés par SUD Education, « Sauvons L'université » et la FCPE, le Conseil d'État a annulé les articles 3 et 6 de l'arrêté du 12 mai 2010 fixant les compétences à évaluer chez les nouveaux enseignants, CPE et professeurs documentalistes et les modalités d'évaluation et de titularisation des agrégés. Le Conseil d'État estime que le ministre ne pouvait seul supprimer les textes antérieurs. Il invite les parties à discuter et pour cela laisse un sursis à cette annulation.

Cette décision, malgré le sursis, va dans le sens du combat mené par Sud Education depuis des années contre la destruction de la formation professionnelle des enseignants et la réforme dite de « masterisation ». Par cette décision, le Conseil d'État reconnaît, comme nous l'avions avancé, que le Ministre de l'Éducation Nationale a agi dans la précipitation pour faire passer une réforme au pas de charge, sans même consulter le Ministère de l'enseignement Supérieur et de la Recherche.

**« Le Conseil
d'État estime
que le
ministre ne
pouvait seul
supprimer les
textes
antérieurs. »**

L'annulation décidée par le Conseil d'État, si elle était effective, remettrait en vigueur les dispositions antérieures (arrêté du 19 décembre 2006) : un tiers du temps de service, au maximum, se faisait alors en classe, et deux tiers en formation à l'IUFM. Ainsi, si cette annulation était effective demain, tous les stagiaires actuellement en poste devraient passer à un tiers de leur service devant élèves, et non plus à temps complet, puisque ce serait illégal : on imagine le cauchemar pour le ministère, contraint de faire le forcing auprès du Conseil d'État pour obtenir un sursis !...

Nul doute d'ailleurs qu'il va tenter de profiter de ce délai pour faire passer un nouveau texte. Nous nous y opposerons résolument car nous pensons, comme les stagiaires mobilisés dans le collectif « Stagiaire Impossible », soutenu par une large intersyndicale, que c'est dès cette année que les conditions du stage doivent être revues.

**SUD Education demande l'application immédiate de
l'annulation décidée par le Conseil d'État.**

La mobilisation contre cette réforme doit se poursuivre.

**Sud Education s'y engagera et continue de
revendiquer l'abrogation de la mastérisation.**



À l'école du tri social dès la maternelle ?

Le ministère revient à la charge une énième fois avec son idée fixe en annonçant dès octobre de la mise en place d'évaluations en grande section de maternelle.

Le tollé général que cette annonce a provoqué un premier recul, qui, à notre avis, ne suffira pas tant cette lubie de l'évaluation comportementale est fortement ancrée dans leurs esprits.

Depuis la sortie du rapport Bénisti en 2005, il ne se passe pas 6 mois sans que le ministère ne tente d'appliquer ses principes : évaluer, dès la maternelle, le comportement des enfants afin de dépister les futurs délinquants.

Cette fois, il s'agit de classer les enfants selon les risques qu'ils représenteraient, en les évaluant sur leur dangerosité dans trois catégories: « R.A.S », « Risque » et « Haut-risque ». Les propositions ministérielles, présentées comme de simples mesures techniques ne visant qu'à améliorer l'efficacité du système éducatif, vont dans le sens d'une vision sécuritaire de la petite enfance que nous dénonçons : Classifier un enfant en termes de "risque" est inadmissible, choquant et insensé. Cette approche est à l'opposé de toute démarche éducative et s'inscrit dans un processus permanent d'évaluation des enfants qui, à terme, finira par produire des effets catastrophiques.

En effet, un enfant, pour s'épanouir à l'école et apprendre tout ce qu'il doit y apprendre, ne doit pas constamment se sentir jugé, jaugé, évaluer, calibrer, scruter !

L'évaluation et la classification des enfants de 5 ans selon des tests de comportement est dangereux et doit être combattu. L'objectif affiché de mieux prendre en compte les difficultés et mieux y répondre est grotesque et invraisemblable. Ce système d'évaluation n'est ni une aide pour les élèves, ni un support pour les enseignants ! Des mesures d'économies entraînent depuis plusieurs années la suppression de milliers de postes de RASED*, l'augmentation des effectifs et le démantèlement de la médecine scolaire, rendent presque impossible, tout accompagnement d'élèves en difficulté.

Nous revendiquons l'abandon de tout projet d'évaluation comportementale à grande échelle des enfants ainsi que :

- la réduction des effectifs par classe,
- le rétablissement de tous les postes de RASED supprimés,
- la mise en place d'une médecine scolaire à la hauteur des besoins.

* RASED : **Les Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté**. Ils ont pour mission de fournir des aides spécialisées à des élèves en difficulté dans les classes ordinaires des écoles primaires, à la demande des enseignants de ces classes, dans ces classes ou hors de ces classes. Ils comprennent des enseignants spécialisés chargés des aides à dominante pédagogique, les "maîtres E" (difficultés d'apprentissage), des enseignants spécialisés chargés des aides à dominante rééducative, les "maîtres G" (difficultés d'adaptation à l'école), et des psychologues scolaires.

